

Convention collective

**IDCC : 1813. – INDUSTRIES DE TRANSFORMATION DES MÉTAUX
(Région de Maubeuge)**

(8 juillet 1994)

(Bulletin officiel n° 1994-4 bis)

(Etendue par arrêté du 19 janvier 1995,
Journal officiel du 28 janvier 1995)

ACCORD DU 4 NOVEMBRE 2009

RELATIF À LA SORTIE DE LA PRIME DE VACANCES DE LA REAG

NOR : ASET1050434M

IDCC : 1813

PRÉAMBULE

Le présent avenant est conclu conformément aux engagements pris lors des dernières négociations salariales.

Article 1^{er}

Remplacement

Le présent avenant remplace le *a* de l'article 48 de la convention collective de la transformation des métaux de la région de Maubeuge.

Article 2

Nouvelle rédaction

« *a*) Application du barème des REAG

L'application des REAG ainsi adaptées se fera selon les termes de l'accord du 24 mars 1989. Ces règles d'application sont requises ci-après. Il sera tenu compte de l'ensemble des éléments bruts de salaires, qu'elles qu'en soient la nature et la périodicité, soit de toutes les sommes brutes figurant

sur le bulletin de paie mensuel et supportant des cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale, à l'exception des éléments suivants :

- prime d'ancienneté prévue à la convention collective de travail des industries de la transformation des métaux de la région de Maubeuge ;
- prime de vacances prévue à la convention collective de travail des industries de la transformation des métaux de la région de Maubeuge ;
- majorations pour travaux pénibles, dangereux, insalubres, découlant à ce titre des dispositions de ladite convention collective ;
- primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole.

Seront également exclues de la l'assiette de vérification :

- les participations découlant de la législation sur l'intéressement et n'ayant pas le caractère de salaire ;
- les sommes qui, constituant un remboursement de frais, ne supportent pas de cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale. »

Article 3

Date d'application

Le présent avenant entrera en vigueur lors de la vérification des rémunérations effectives annuelles garanties de l'année 2010.

Article 4

Dépôt

Le présent accord a été fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5, du code du travail, et dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6 et L. 2231-7 du même code.

Les parties signataires conviennent d'en demander l'extension.

Fait à Maubeuge, le 4 novembre 2009.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

UIMSA.

Syndicats de salariés :

CFDT ;

CFE-CGC ;

CGT-FO.